



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations **classées**
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpc - BD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société TRP
de respecter les prescriptions de l'article 15.2.1 de
l'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 pour son
établissement situé à SECLIN.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.514-1 et L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 autorisant la société Techniques de Revalorisation et de Propreté (TRP) à exploiter un centre de tri et de transfert de déchets banals sur le territoire de la commune de Seclin ;

Vu le courrier du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 18 août 2014 ;

Vu le contrôle réalisé le 19 mars 2015 par l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) ;

Vu le rapport du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 22 avril 2015 transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 avril 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 mars 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le dispositif de désenfumage du site n'est pas conforme aux exigences de l'article 15.2.1 – Désenfumage – qui dispose :

« La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0.5% de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours ».

Considérant que le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours a, dans son courrier du 18 août 2014, réaffirmé la nécessité de mettre en place un dispositif de désenfumage correctement dimensionné ;

Considérant que le risque incendie sur ce type d'installation est un risque majeur comme l'a montré l'incident survenu le 16 mars 2015 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15.2.1 susvisé de l'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Techniques de Revalorisation et de Propreté de respecter les prescriptions des dispositions de l'article 15.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La Société Techniques de Revalorisation et de Propreté (TRP), dont le siège social est situé rue de la sucrerie à SECLIN (59113) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 relatives au dispositif de désenfumage pour son établissement situé à la même adresse.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- transmission du bon de commande : 30 septembre 2015 ;
- fin des travaux de mise en œuvre : 31 mars 2016.

Article 2 –

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille ;

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 –

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SECLIN,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 10 JUIL 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



